

En 20 ans SORTIR DU NUCLÉAIRE ? Qu'est-ce qu'on y gagne ?

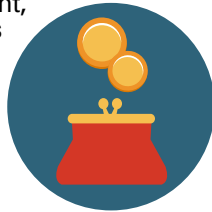
La création de milliers d'emplois



1 Reconvertir le savoir-faire et l'industrie du nucléaire français dans le démantèlement des centrales, le développement des énergies renouvelables et les économies d'énergie créerait, dans les dix ans à venir, plus de 500 000 emplois non délocalisables et durables ! Si l'Allemagne et le Japon se spécialisent d'ores et déjà dans la reconversion, la France – pays le plus nucléarisé au monde par rapport à son nombre d'habitants avec 58 réacteurs et plus de 1 000 sites de stockage de déchets – ne doit surtout pas être en reste !

La baisse de la facture d'électricité

2 Les coûts réels de l'électricité nucléaire (déchets, démantèlement, prix de l'EPR) sont aujourd'hui sous-évalués : quand on les additionne, l'argument du « nucléaire pas cher » s'écroule. Le transfert des investissements du nucléaire vers des aides aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables (isolation, chauffage, économies d'électricité, etc.) aurait un vrai impact sur nos factures, entraînant une augmentation de notre pouvoir d'achat.



La sécurité



3 Abandonner le nucléaire en vingt ans permettrait d'éviter un accident majeur que notre parc nucléaire vieillissant nous fait craindre. Cela stopperait également la production de déchets qui sont hautement radiotoxiques pour l'humain et l'environnement et le restent durant des millions d'années. Ces déchets transitent aujourd'hui à travers la France sur les mêmes voies que nos trains de marchandises, ce qui pose d'importants problèmes de sécurité, et sont stockés par milliers de tonnes dans l'attente d'être enfouis en grande profondeur.

L'autonomie énergétique de la France

4 En plus du pétrole, du charbon et du gaz, nous sommes obligés d'importer 100 % de l'uranium indispensable au fonctionnement de nos réacteurs nucléaires ! Ainsi, notre pays n'est pas autonome énergétiquement et dépend quasi totalement du Niger, du Canada, de l'Australie, du Kazakhstan... pour l'importation d'uranium.



Adhérez à EÉLV
Rendez-vous sur eelv.fr,
onglet "Rejoignez-nous"...



Secrétariat national
d'Europe Écologie Les Verts
6 bis rue Chaudron, 75010 Paris
+33 (0) 1 53 19 53 19 - <http://eelv.fr>

En 20 ans SORTIR DU NUCLÉAIRE ? Qu'est-ce qu'on y gagne ?

La création de milliers d'emplois



1 Reconvertir le savoir-faire et l'industrie du nucléaire français dans le démantèlement des centrales, le développement des énergies renouvelables et les économies d'énergie créerait, dans les dix ans à venir, plus de 500 000 emplois non délocalisables et durables ! Si l'Allemagne et le Japon se spécialisent d'ores et déjà dans la reconversion, la France – pays le plus nucléarisé au monde par rapport à son nombre d'habitants avec 58 réacteurs et plus de 1 000 sites de stockage de déchets – ne doit surtout pas être en reste !

La baisse de la facture d'électricité

2 Les coûts réels de l'électricité nucléaire (déchets, démantèlement, prix de l'EPR) sont aujourd'hui sous-évalués : quand on les additionne, l'argument du « nucléaire pas cher » s'écroule. Le transfert des investissements du nucléaire vers des aides aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables (isolation, chauffage, économies d'électricité, etc.) aurait un vrai impact sur nos factures, entraînant une augmentation de notre pouvoir d'achat.



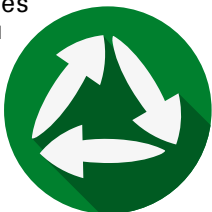
La sécurité



3 Abandonner le nucléaire en vingt ans permettrait d'éviter un accident majeur que notre parc nucléaire vieillissant nous fait craindre. Cela stopperait également la production de déchets qui sont hautement radiotoxiques pour l'humain et l'environnement et le restent durant des millions d'années. Ces déchets transitent aujourd'hui à travers la France sur les mêmes voies que nos trains de marchandises, ce qui pose d'importants problèmes de sécurité, et sont stockés par milliers de tonnes dans l'attente d'être enfouis en grande profondeur.

L'autonomie énergétique de la France

4 En plus du pétrole, du charbon et du gaz, nous sommes obligés d'importer 100 % de l'uranium indispensable au fonctionnement de nos réacteurs nucléaires ! Ainsi, notre pays n'est pas autonome énergétiquement et dépend quasi totalement du Niger, du Canada, de l'Australie, du Kazakhstan... pour l'importation d'uranium.



Adhérez à EÉLV
Rendez-vous sur eelv.fr,
onglet "Rejoignez-nous"...



Secrétariat national
d'Europe Écologie Les Verts
6 bis rue Chaudron, 75010 Paris
+33 (0) 1 53 19 53 19 - <http://eelv.fr>

NOUVELLE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Nos propositions ...

Pour favoriser la stabilité économique, l'emploi, la sécurité et un environnement protégé, Europe Écologie Les Verts propose de nous émanciper de l'énergie nucléaire tout en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre.

■ ■ ■ Produire, d'ici 2020, 40 % de l'énergie française en combinant les **énergies renouvelables**: solaire thermique pour l'eau chaude et photovoltaïque pour l'électricité, mais aussi éolien terrestre et maritime, énergies marines marémotrices et hydroliennes, hydraulique, cogénération, biomasse et géothermie.

■ ■ ■ Développer un grand plan national de rénovation des bâtiments assorti d'**aides substantielles et réelles aux particuliers** (isolation, chauffage...): objectif, jusqu'à un million de logements rénovés chaque année!

■ ■ ■ Mettre en place une **tarification progressive** de l'électricité et du gaz pour aider les plus en difficulté et redonner du pouvoir d'achat: il faut rompre avec la précarité énergétique en hausse constante dans notre pays, qui engendre problèmes de santé et isolement social !

■ ■ ■ Alléger notre consommation pétrolière croissante en privilégiant les **transports** collectifs, les circulations douces et la construction de véhicules sobres et bon marché.

■ ■ ■ Favoriser un programme d'urgence **contre le gaspillage** énergétique afin de réaliser rapidement les économies les plus faciles: par exemple en abandonnant le chauffage électrique, en limitant l'illumination des tours de bureaux la nuit, en modérant l'éclairage public, en réduisant les consommations d'électricité dans les bâtiments résidentiels et tertiaires.

■ ■ ■ **Arrêter les centrales** nucléaires les plus anciennes : Fessenheim, Bugey et Tricastin ; et abandonner les chantiers de l'EPR (projet de réacteur nucléaire de troisième génération de Flamanville) et d'ITER (projet de réacteur expérimental international à fusion thermonucléaire à Cadarache).

NOUVELLE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Nos propositions ...

Pour favoriser la stabilité économique, l'emploi, la sécurité et un environnement protégé, Europe Écologie Les Verts propose de nous émanciper de l'énergie nucléaire tout en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre.

■ ■ ■ Produire, d'ici 2020, 40 % de l'énergie française en combinant les **énergies renouvelables**: solaire thermique pour l'eau chaude et photovoltaïque pour l'électricité, mais aussi éolien terrestre et maritime, énergies marines marémotrices et hydroliennes, hydraulique, cogénération, biomasse et géothermie.

■ ■ ■ Développer un grand plan national de rénovation des bâtiments assorti d'**aides substantielles et réelles aux particuliers** (isolation, chauffage...): objectif, jusqu'à un million de logements rénovés chaque année!

■ ■ ■ Mettre en place une **tarification progressive** de l'électricité et du gaz pour aider les plus en difficulté et redonner du pouvoir d'achat: il faut rompre avec la précarité énergétique en hausse constante dans notre pays, qui engendre problèmes de santé et isolement social !

■ ■ ■ Alléger notre consommation pétrolière croissante en privilégiant les **transports** collectifs, les circulations douces et la construction de véhicules sobres et bon marché.

■ ■ ■ Favoriser un programme d'urgence **contre le gaspillage** énergétique afin de réaliser rapidement les économies les plus faciles: par exemple en abandonnant le chauffage électrique, en limitant l'illumination des tours de bureaux la nuit, en modérant l'éclairage public, en réduisant les consommations d'électricité dans les bâtiments résidentiels et tertiaires.

■ ■ ■ **Arrêter les centrales** nucléaires les plus anciennes : Fessenheim, Bugey et Tricastin ; et abandonner les chantiers de l'EPR (projet de réacteur nucléaire de troisième génération de Flamanville) et d'ITER (projet de réacteur expérimental international à fusion thermonucléaire à Cadarache).